

Défis politiques

Faire converger dans la lutte toutes celles et tous ceux qui, à un titre ou à un autre, contestent le marché capitaliste et recherchent – que cela soit exprimé ainsi ou non – les voies de son dépassement, telle est aujourd’hui le défi politique par excellence.

On le constate en France même : le gouvernement Raffarin a tiré les enseignements du fiasco de la méthode Juppé. Il s’emploie à traiter séparément chaque grand dossier social pour avancer masqué. Il veut donner l’image d’une démarche pragmatique alors même que toutes ses « réformes » s’inscrivent dans la même logique libérale. Il tente d’exploiter la déception, sinon le désarroi, suscité par les contradictions de la politique de son prédécesseur, Lionel Jospin. Mais c’est pour avancer de façon résolue dans la voie de la remise en cause des 35 heures, du démantèlement des acquis positifs de la loi de « modernisation sociale », de la diminution sévère des dépenses publiques les plus utiles à la population. Derrière les accents populistes du Premier ministre, il faut aider à débusquer les choix capitalistes, durs aux faibles et doux aux riches et aux puissants, d’un Etat que la droite entend placer encore et toujours plus au service du marché.

C’est le moment de lancer en grand des batailles d’idées sur des thèmes qui sont familiers aux lectrices et aux lecteurs d’*Economie et politique*. L’un de ces thèmes est celui du caractère pernicieux de la baisse des « charges sociales » patronales – dont M. Raffarin se veut le héraut. Toute l’expérience l’atteste : cette mesure n’apporte pas de solution durable en matière d’emploi. En revanche, elle favorise les bas salaires et la précarité en même temps qu’elle grève le budget de la Sécurité sociale et pèse contre les dépenses publiques utiles. C’est donc sur d’autres coûts que les coûts salariaux que doivent porter les allègements accordés.

Ce qui conduit à une autre grande idée des communistes à promouvoir : la baisse des taux d’intérêts du crédit aux entreprises par des bonifications publiques diminuant les charges financières supportées par celles-ci est une bonne solution à condition d’être sélective. Elle ne doit être accordée à une entreprise qu’en rapport direct avec des objectifs vérifiables en matière d’emplois qualifiés, d’efforts de formation, de salaires rémunérateurs, de respect des droits des salariés. L’utilisation de l’outil du crédit pour des objectifs sociaux renvoie naturellement à une bataille d’envergure à l’échelle de l’Union euro-

péenne, avec la nécessaire réforme de fond des missions de la Banque centrale européenne.

Personne ne s’étonnera que le troisième exemple d’idée qui mérite, à mes yeux, de faire l’objet d’une vraie campagne de sensibilisation soit celui du système de « Sécurité d’emploi et de formation ». Je n’ai jamais caché qu’il s’agit là, selon moi, d’un apport emblématique du PCF au débat sur les perspectives de « dépassement » du capitalisme. Un indice qui ne trompe pas, à cet égard, est que le thème fait florès jusque dans les textes européens, mais toujours de façon tronquée. Et pour cause : la proposition communiste visait la recherche de réponses à des problèmes immédiats dans un processus de remise en cause graduelle du marché capitaliste jusque dans sa dimension de « marché du travail ».

*“Nourrir le débat
sur les alternatives
est dans la vocation
d’un parti qui vise
réellement
la transformation
de la société
et du monde”*

À l’heure où la révolte suscitée par l’irresponsabilité foncière du capitalisme et le gâchis humain colossal qu’il engendre est au cœur d’impressionnantes et prometteuses mobilisations – du Forum social européen de Florence au Forum social mondial de Porto Alegre – contribuer à nourrir de la sorte le débat sur les alternatives est dans la vocation d’un parti qui vise réellement la transformation de la société et du monde, dans les conditions de notre époque.

L’actualité nous rappelle au demeurant très concrètement que le bras de fer entre les exigences de justice et d’émancipation des peuples d’une part, et l’insatiable boulimie de profit des marchés financiers de l’autre, constitue un enjeu de civilisation à l’échelle de la planète avec la révolution informationnelle. Ainsi, les conséquences de l’extraordinaire victoire du leader du « Parti des travailleurs », Lula, dans un des pays les plus inégali-

taires du monde, le Brésil, considéré comme une puissance capitaliste régionale et située au cœur de cette Amérique latine que Washington considère toujours comme son « arrière cour », vont devenir une redoutable « leçon de chose ». Dans quelle mesure réussira-t-on à ce que les dizaines de millions de laissés-pour-compte absolus du système accèdent dans un proche avenir à des conditions de vie dignes ? Le président américain sera-t-il contraint de revoir son projet ultra dominateur de « zone de libre échange des américains » ? Le Fonds monétaire international devra-t-il accepter d'accorder les prêts nécessaires à des conditions qui rendent possible un développement du pays favorable aux populations et non aux prédateurs ? L'issue de ce bras de fer ne concerne pas que les brésiliens et les brésiliennes. Toute l'Amérique latine a les yeux tournés vers São-Paulo. Au Venezuela, en Argentine, en Equateur, en Bolivie, d'intenses batailles politiques opposent déjà partisans et adversaires de transformations sociales indispensables. L'Union européenne est directement interpellée – comme elle l'est déjà en Afrique, au Moyen orient, en Asie – : elle seule est vue comme un ensemble capable d'user de son poids économique, de son influence politique, de ses positions au sein des institutions internationales pour faire prévaloir d'autres valeurs, d'autres normes, d'autres critères que ceux qu'impose la superpuissance nord-américaine dans tous les domaines de la gestion des affaires du monde.

Dans quelle mesure les forces politiques favorables à ce que l'Union européenne inscrive sa stratégie et son action dans de telles perspectives alternatives arriveront-elles à faire valoir leur point de vue ? Ce qui amènerait cette dernière à utiliser tout autrement l'euro au service d'un financement monétaire du co-développement plutôt que comme un instrument financier pour rivaliser avec le dollar dans l'attraction des capitaux. Elles ne manquent pas d'alliés pour une telle ambition, tant la crise du capitalisme devient patente et apparaît comme dangereuse pour l'avenir de l'humanité : « aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité mondiale » avait lancé, il y a deux ans, un ancien vice-président de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz, en démissionnant de son poste, avant de se voir décerner, une année plus tard, le prix Nobel de l'économie ...

Dans ce contexte, et à la veille de l'élargissement de l'Union à dix nouveaux pays et d'une réforme majeure de ses institutions, la question de la réorientation de la politique européenne apparaît dans toute son importance. À cet égard, aussi, l'apport des communistes au débat politique doit faire ressortir les choix « de classe » dans les conditions d'aujourd'hui.

Quel rôle assigner à l'Union comme acteur mondial ? « Puissance » classique ou force solidaire favorisant une gestion plus juste et plus responsable des affaires du

monde face à l'unilatéralisme et à l'ultra libéralisme des Etats-Unis ? Quel choix de société doit-elle servir : le « libre échange » généralisé qui provoque les exclusions, la précarité et l'insécurité sociale ou la sécurisation de l'emploi et de la formation pour toutes et pour tous ainsi que le développement durable ?

“L'apport des communistes au débat politique doit faire ressortir les choix « de classe » dans les conditions d'aujourd'hui”

La soumission aux marchés financiers ou la mobilisation des moyens monétaires et du crédit au service de la promotion des capacités humaines ? Le « tout concurrence » ou le développement de services publics, d'entreprises publiques rénovées et coopérantes et de « biens communs » à l'échelle de la planète ? Enfin, quelle « union politique » doit régir cet ensemble ? Un super pouvoir fédéral branché sur le « marché » et éloignant toujours plus les centres de décision des populations, ou des institutions confédérant les Etats et les acteurs sociaux qui permettraient de faire se rassembler des citoyens européens autour d'objectifs communs en conquérant des pouvoirs effectifs de décision ?

Autant de défis politiques qui éclairent à eux seuls l'enjeu de la réussite du 32^{ème} congrès du Parti communiste français. n



Francis Wurtz,
membre du Conseil national du PCF